

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Gestion des ports : les commandants fixent un nouveau cap

Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

Les travaux de la 6e réunion du Réseau des Commandants des ports et des agents PFSO de l'Association de gestion des ports de l'Afrique de l'ouest et du centre (AGPAOC) se sont ouverts hier dans un hôtel de Libreville Au nom du directeur général de l'Office des ports et rades du Gabon, le conseiller Guy Durand Ondzounga a souhaité

que ces travaux, qui s'achèvent demain, explorent deux axes. Le premier en rapport avec la sécurité et la sûreté dans les ports. Avec comme leitmotiv les violences survenues dans la nuit du 21 ou 22 décembre 2019, dans les eaux de Libreville. Et au cours desquelles un compatriote a perdu la vie et quatre Chinois ont été enlevés. Préoccupation partagée par Germain Koffi Koffi, secrétaire général de l'AGPAOC, qui a rappelé qu'au mois de novembre 2019, des attaques similaires ont été enregistrées au Togo, au Bénin et, récemment, à Alembe au Cameroun. Aussi, a-t-il insisté pour que la piraterie sur les navires de pêche et marchands figure en bonne place de ces travaux. Le deuxième axe des travaux devrait porter sur la protection de l'environnement maritime et portuaire. Pour sa part, le président de l'AGPAOC, par ailleurs commandant du port de Takoradi au Ghana, James R. Quayson, a estimé qu'en sus de deux axes mentionnés, cinq points ont été posés : l'immigration clandestine, le dragage et la pollution, le développement des ressources humaines et la nécessité pour les ports d'établir de bonnes relations entre les autorités portuaires et maritimes. " La finalité étant de promouvoir la connectivité maritime entre pays, la sûreté et la sécurité, ainsi que le trafic de marchandises »

Photo : IMG#39;B



Les officiels à l'ouverture des travaux

### Brèves

Rassemblements par SCOM

**Afrique/Fonds** d'appui à l'Agriculture- L'Agence de développement FMO réalise son premier engagement de l'année 2020 au sein du fonds d'investissement Acumen resilient agriculture fund (ARAF), dans l'optique d'apporter un appui financier et technique aux exploitants agricoles d'Afrique de l'Est et de l'Ouest. Dans ces deux régions africaines, l'ARAF ciblera des entreprises agroalimentaires et agricoles, qui conçoivent des solutions innovantes d'adaptation au changement climatique.

**Burkina Faso/Gestion publique**- Le Burkina Faso envisage de mobiliser 25 milliards FCFA sur le marché monétaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Il s'agira du premier des huit pays membres de l'Union à effectuer une telle démarche cette année. L'opération, prévue pour se dérouler hier consiste en une émission de Bons assimilables du trésor (BAT) ayant une maturité de 12 mois. Chaque bon sera assorti d'une valeur unitaire de 1 million FCFA et sera souscrit à des taux multiples.

**Nigeria/Télécommunication**- Pour la nouvelle année, le gouvernement fédéral du Nigeria a prévu d'investir la somme de 3,4 milliards de nairas (9,38 millions de dollars) dans Nigeria communications satellite (NigComSat). Selon le budget de la société publique, approuvé pour la nouvelle année, 76 % de la somme, soit 2,6 milliards de nairas, seront consacrés aux dépenses de fonctionnement, tandis que le reste, près de 800 millions de nairas, sera consacré aux projets d'investissement.

## Un atelier pour se doter d'une masse d'experts clés

Jean MADOUA  
Libreville/Gabon

La salle de réunion de la Direction générale du Commerce a prêté son cadre à un atelier national animé par deux experts de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'accord général du commerce des services de ladite Organisation. Il a pour but, la création d'une masse critique de cadres et d'acteurs qui seront équipés pour concevoir et gérer la politique commerciale du Gabon en matière de services, et de participer aux négociations régionales, continentales et internationales de l'OMC. Et vise à renforcer les capacités d'un bon nombre d'acteurs clés sur l'élaboration de la liste d'engagements spécifiques et la cartographie des services à travers la formation, la fourniture des outils techniques, les méthodologies pour la conception et la conduite d'une négociation commerciale au niveau bilatéral, régional, continental



La directrice du commerce extérieur et les deux experts de l'OMC.

et multilatéral. Occasion pour la directrice du Commerce extérieur, Horpy Chancia Obone Assoumou, de rappeler aux participants l'intérêt et l'enjeu de cette rencontre. À savoir se familiariser avec l'accord et comprendre les divers mécanismes de fonctionnement et ses méthodes de travail. L'OMC et le Gabon entendent contribuer à l'expansion du commerce dans

les conditions de transparence et de libération progressive ; promouvoir la croissance économique de tous les partenaires commerciaux, mais aussi régler la fourniture de services sur le territoire gabonais, en introduisant de nouvelles réglementations, afin de répondre à des objectifs de politique nationale sans restreindre le commerce.